

**Intervention de Valérie Rabault  
à l'Assemblée nationale, le 5 décembre 2018**

Monsieur le Premier Ministre,

Depuis trois semaines, les Françaises et les Français expriment leur colère. Cette colère, nous la comprenons, nous la partageons.

Depuis 18 mois, nous vous alertons sur l'injustice de votre politique, toujours en mettant des propositions sur la table, que systématiquement vous balayez d'un revers de main. Nous avons été les premiers dans cet hémicycle à vous alerter Mais vous avez laissé germer les graines de la colère. Aujourd'hui, les gilets jaunes sont rejoints par les agriculteurs, les lycéens, les étudiants, les ambulanciers, les transporteurs, les infirmiers, les retraités, tous les Français qui n'en peuvent plus des injustices que vous ne combattez pas ou que vous avez aggravées.

Depuis trois semaines, notre pays s'abîme donc au gré des dégradations et des violences que nous condamnons avec la plus grande fermeté et qui ont malheureusement émaillé le mouvement des gilets jaunes.

Au-delà, cette crise politique et sociale révèle des tendances de fond qui menacent d'ébranler notre modèle social et républicain.

C'est pour cela, Monsieur le Premier ministre, que sortir de la crise doit être votre priorité absolue. Sortir de la crise suppose de déployer un état d'esprit constructif pour être capable de dépasser ses propres positions afin de bâtir des compromis. Certains voudraient y voir la faiblesse du

renoncement, j'y vois au contraire la force du dépassement. Pour vous encourager à ce dépassement, nous vous avons d'ailleurs remis lundi, avec les sénateurs socialistes, une proposition de loi avec des propositions très concrètes.

Il vous a fallu 3 semaines, des millions d'euros de dégâts, des blessés et 4 morts et aujourd'hui un lycéen grièvement blessé pour vous décider à tendre la main aux gilets jaunes. Cette main tendue est une bonne chose, mais vous l'avez fait bien trop tard. C'est aussi avec retard que vous admettez qu'il y a un cercle vicieux dans lequel votre politique fiscale enferme notre pays depuis 18 mois.

En instaurant un moratoire de six mois sur la hausse prévue le 1er janvier prochain des taxes énergétiques, vous admettez enfin – mais seulement implicitement – l'ampleur des augmentations d'impôt que vous avez décidées. Ces augmentations sont délirantes. Vous et votre majorité avez cru que vous pourriez imposer incognito à nos concitoyens 55 milliards d'euros de plus de taxes sur les carburants et le chauffage. Il y a encore quelques jours votre Ministre d'Etat m'accusait, à propos de ces 55 milliards d'euros de taxes supplémentaires, de vouloir : « faire peur aux Français en agitant des chiffres énormes ! », comme s'il fallait les cacher. Oui, ces chiffres sont énormes, mais ils sont justes.

Vous avez voulu cacher ces hausses d'impôt à nos concitoyens, comme si ces derniers n'étaient pas capables de faire leurs comptes ! Car oui, Monsieur le Premier Ministre, nos concitoyens savent compter. Ils ont

bien compris que, même avec votre moratoire de 6 mois, la hausse des taxes énergétiques représentera en moyenne sur le quinquennat l'équivalent de 738 euros par habitant à déboursier en plus. Ils ont bien compris qu'en même temps les 1% des Français les plus riches percevront en moyenne l'équivalent de 71 000 euros de cadeaux fiscaux par bénéficiaire sur le quinquennat. 738 euros à payer par chacun contre 71 000 euros à recevoir pour chaque Français qui fait partie du 1% des plus riches.

En instaurant une telle injustice fiscale, vous êtes en train de menacer le consentement à l'impôt qui est une des pierres angulaires de notre République et de notre modèle social. Consentir à l'impôt nécessite à la fois que ce dernier soit juste, que sa justesse soit perçue et que son utilisation soit tout aussi juste. Les déclarations entendues ici ou là de la part des gilets jaunes font craindre l'ébranlement de cet équilibre : ainsi, on entend certains dire ne plus vouloir de taxes, quand leurs camarades de combat ou les mêmes disent, en même temps, vouloir plus d'Etat au moment où ce dernier réduit sa présence sur de nombreux territoires.

Monsieur le Premier Ministre, vous et votre majorité en portez la responsabilité ! Avec votre politique fiscale accommodante pour les plus riches et sévère pour tous les autres, vous portez la responsabilité de casser le subtil équilibre qui dans une société permet le consentement à l'impôt. Cet équilibre ne se décrète pas. En France, il s'est construit

avec la Révolution et surtout avec le programme du conseil national de la Résistance

Monsieur le Premier Ministre, avec le temps qui passe, votre marge de manœuvre s'amenuise, et il est d'ailleurs peut-être déjà trop tard. Donnez un acte concret en revenant sur votre suppression de l'ISF et ouvrez ces états généraux du pouvoir d'achat, maintenant !

En refusant de lier les questions sociales et écologiques, vous êtes également en train de porter un sérieux coup à la transition énergétique et écologique qui doit pourtant être notre grande ambition collective pour le XXIème, tout simplement parce que vous réduisez cette ambition à des taxes et pire à des taxes injustement appliquées.

Votre politique fiscale n'est que le reflet de ce qui a été entrepris au moment de la campagne électorale. Pour remporter l'élection présidentielle, le candidat Macron a érigé l'individualisme en stratégie électorale : il a choisi comme ressort politique de s'adresser directement à l'individualité de chacune et de chacun plutôt que de proposer un projet collectif qui permette de cimenter notre société pour qu'elle résiste aux chocs, qu'ils viennent de la mondialisation ou d'ailleurs.

Cette stratégie a été gagnante dans les urnes, mais elle se révèle aujourd'hui perdante pour notre société : face à l'atomisation des aspirations que vous avez nourries, toute réponse collective semble désormais impuissante à convaincre. Du fait de votre stratégie, il faudrait désormais, pour convaincre, que vous puissiez donner à chacun

ce qu'il ou elle souhaite. Cela n'est pas possible, ni humainement, ni économiquement, ni socialement. Et même si cela était possible, ce serait acter la négation de l'idée même de société. Vous vous retrouvez donc au pied du mur à cause votre stratégie, parce que vous avez pensé qu'en jouant avec les individualismes vous pourriez diriger le pays.

Nous, députés socialistes et apparentés, nous croyons au contraire à l'idée de société, à la force d'une aspiration collective capable de transcender les aspirations individuelles, sans les dévoyer.